

PRÉFECTURE  
DES BOUCHES-DU-RHONE

DIRECTION DE  
L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE

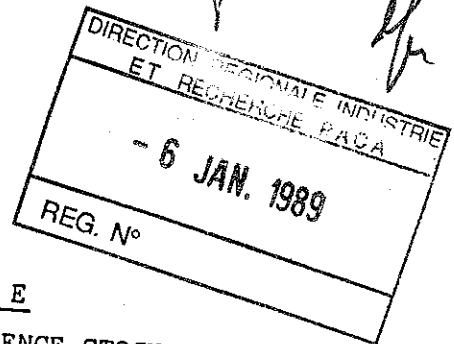
Bureau des Installations Classées  
et de l'Environnement

Dossier suivi par : Mme RAMSAK

N° 88-158/43-1988 A.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Marseille, le



A R R E T E

autorisant la Société PROVENCE-STOCK-SERVICE  
à exploiter un dépôt de produits agropharmaceutiques à ARLES

LE PREFET DE LA REGION PROVENCE, ALPES,  
COTE-D'AZUR,  
PREFET DES BOUCHES-DU-RHONE,  
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR,

VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installa-  
tions classées pour la protection de l'Environnement,

VU la loi n° 83-630 du 12 Juillet 1983 relative à la démocrati-  
sation des enquêtes publiques et à la protection de l'Environnement,

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié par  
le décret n° 25-543 du 23 avril 1985,

VU la demande présentée par la Société PROVENCE-STOCK-SERVICE,  
à l'effet d'être autorisée à exploiter un dépôt de produits agropharmaceutiques,  
dans la zone industrielle Nord d'ARLES,

VU les plans de l'établissement et des lieux environnant,

VU l'arrêté n° 88- 77 /43-1988 A du 7 juin 1988 prescrivant  
l'ouverture de l'enquête publique en mairies d'ARLES (Bouches-du-Rhône) et  
FOURQUES (Gard) du 1er juillet au 1er août 1988,

VU l'avis du Conseil Municipal d'ARLES du 29 juin 1988,

VU l'avis du Conseil Municipal de FOURQUES du 28 juillet 1988,

VU l'avis du Chef du Bureau Interministériel de Défense du  
5 juillet 1988,

.../...

VU l'avis du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales du 3 août 1988,

VU l'avis du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt du 5 août 1988,

VU le procès-verbal de l'enquête publique à laquelle ce dossier a été soumis et l'avis du Commissaire-Enquêteur du 14 août 1988,

VU l'avis du Sous-Préfet d'ARLES du 2 septembre 1988,

VU l'avis du Directeur Départemental du Travail et de l'Emploi du 9 septembre 1988,

VU l'avis du Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours du 23 septembre 1988,

VU les rapports du Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche des 16 mai et 29 septembre 1988,

VU l'avis du Directeur Départemental de l'Equipement du 11 octobre 1988,

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène du 26 octobre 1988,

VU la lettre de la Sté PROVENCE-STOCK-SERVICE du 29 octobre 1988,

CONSIDERANT que les nuisances engendrées par l'activité ne sont pas de nature à faire obstacle à la délivrance de l'autorisation,

CONSIDERANT cependant qu'il y a lieu d'imposer des prescriptions particulières en vue de réduire ces nuisances,

SUR la proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,

.../...

- ARTICLE 1ER

La S.A.R.L. Provence Stock Service, dont le siège social est sis en ARLES rue Nicolas Copernic, est autorisée à exploiter un dépôt de produits agropharmaceutiques en Zone Industrielle Nord sur le territoire de la commune d'ARLES, sous réserve du strict respect des prescriptions techniques édictées ci-après au présent arrêté.

- ARTICLE 2 -

I - DISPOSITIONS GENERALES

1) Activité classée

L'établissement relève des activités classées autorisées suivantes :

R.357 Septies : dépôt de produits agropharmaceutiques dont la capacité totale est supérieure à 150 tonnes, ..

R.253 : dépôt de liquides inflammables de 1ère et 2ème catégories de moins de 300 m<sup>3</sup>.

2) Capacité maximale de l'installation et nature des produits stockés

La capacité maximale de stockage dans l'installation est limitée à 3000 t selon les plafonds des produits énumérés à la liste jointe à la demande ou de produits de composition chimique voisine équivalente.

En cas de doute sur l'assimilation de produits nouveaux à ceux de la liste autorisée, l'exploitant consultera par écrit l'Inspecteur des Installations Classées pour confirmation ou infirmation et suite à donner.

3) Conformité aux plans et données techniques

L'installation sera disposée et aménagée conformément aux plans et données techniques présentés dans le dossier de demande d'autorisation.

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification notable de l'installation ou de son mode d'utilisation doivent être portées à la connaissance de M. le Préfet avant leur réalisation.

4) Réglementation générale applicable

Le dépôt est assujéti aux prescriptions de l'instruction technique relative aux entrepôts du 04 FEVRIER 1987 (J.O. du 1er AVRIL 1987) dont les dispositions sont précisées ou renforcées comme ci-après au présent arrêté.

II - IMPLANTATION

1) Eloignement de l'entrepôt

La distance séparant les murs extérieurs de l'entrepôt à ceux des immeubles habités ou occupés par des tiers, établissements recevant du public ou immeubles de grande hauteur, ainsi que des installations classées soumises à autorisation présentant des risques d'explosion, doit être égale au minimum à 30 mètres.

2) Pérennité de la distance d'isolement :

La distance d'isolement fixée ci-dessus doit être conservée au cours de l'exploitation, sous la responsabilité de l'exploitant, qui prend à cet effet toutes mesures utiles telles qu'acquisition des terrains, servitudes amiables non aedificandi.

### III. - PRESCRIPTIONS CONSTRUCTIVES GENERALES DE L'ENTREPOT

#### 1) Stabilité au feu

Les structures porteuses verticales de la toiture seront d'une stabilité au feu d'au moins deux heures. La toiture sera réalisée en éléments légers et incombustibles et les charpentes de toiture auront un degré de stabilité au feu maximum de 30 minutes pour étouffer un feu déclaré dans une cellule.

#### 2) Configuration générale de rétention des eaux :

Le sol du dépôt formera cuvette de rétention avec circuit de collecte des eaux d'incendie vers des cuves de décantation équipées pour la réutilisation de ces eaux par les moyens de pompage mobiles des services de lutte contre l'incendie.

Le volume de rétention des eaux s'élèvera au minimum à :

- 2040 m<sup>3</sup> pour les cellules de stockage interne du dépôt,
- 40 m<sup>3</sup> pour les cuves sélectives,
- 650 m<sup>3</sup> pour l'aire externe de déchargement des produits.

soit un total de 2 730 m<sup>3</sup>.

#### 3) Disposition du stockage

A l'intérieur de l'entrepôt, les produits seront stockés par blocs distincts dans 4 cellules indépendantes en fonction de leur risque prépondérant. Ces blocs seront séparés par des allées permettant une circulation aisée tant pour l'exploitation normale que pour une intervention rapide. Ces allées, seront matérialisées au sol au moyen d'une peinture indélébile en l'absence de structures fixes spécifiques pour le stockage des produits.

Les quatre cellules seront séparées par des parois coupe-feu de degré 3 heures au minimum. Les parois de communication entre cellules seront coupe-feu de degré 2 heures et munies d'un système de fermeture automatique asservi au dispositif de détection incendie.

#### 4) Autres locaux

Les ateliers d'entretien du matériel, locaux administratifs et tous autres locaux qui ne sont pas affectés au stockage des produits seront isolés du hall de stockage par une paroi coupe-feu de degré une heure. Les portes d'intercommunication seront pare-flamme de degré 1/2 heure et seront munies d'un ferme-porte automatique.

#### 5) Aménagement des issues

Des issues pour les personnes seront prévues en nombre suffisant pour que tout point de l'entrepôt ne soit pas distant de plus de 50 m de l'une d'elles, avec 2 issues opposées au minimum par cellule.

Les portes servant d'issues vers l'extérieur seront repérées par des inscriptions visibles en toutes circonstances et leurs accès convenablement balisés.

#### 6) Accès en cas de sinistre

Afin de permettre l'intervention des secours en cas de sinistre, une voie carrossable pour des essieux chargés à 13 tonnes d'une largeur minimale de 4 m sera aménagée tout autour de l'entrepôt.

Cette voie, extérieure à l'entrepôt devra permettre l'accès des camions-pompes des Sapeurs Pompiers et ne devra pas former de cul-de-sac.

A partir de cette voie, les Sapeurs Pompiers devront pouvoir accéder à toutes les issues de l'entrepôt, ainsi qu'aux bacs extérieurs de récupération des eaux d'extinction incendie.

#### IV. - EQUIPEMENTS SPECIAUX

##### 1) Installations électriques

Les installations électriques seront conçues selon les règles de l'art et conformes aux normes en vigueur. L'ensemble des équipements électriques sera du type antidéflagrant. L'arrêté ministériel du 31 MARS 1980 portant réglementation des installations électriques dans les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosions est applicable à l'ensemble des locaux de stockage du dépôt.

Tout les appareils comportant des masses métalliques seront reliés à la terre par des liaisons équipotentielle.

A proximité d'une issue, sera installé un interrupteur de coupure électrique générale bien signalé.

##### 2) Dispositifs d'éclairage

L'éclairage artificiel sera assuré au moyen d'un éclairage électrique de sécurité uniquement. Les appareils d'éclairage fixes ne seront pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation ou seront protégés contre les chocs.

Ils seront en toutes circonstances éloignés des matières, produits ou substances entreposés pour éviter leur échauffement.

##### 3) Ventilation et chauffage des locaux

Tout dispositif de ventilation mécanique des locaux sera conçu en vue d'éviter une propagation horizontale du feu.

Le chauffage de l'entrepôt et de ses annexes pourra être réalisé par des circuits d'eau chaude ou de vapeur, produite par un générateur thermique extérieur à l'entrepôt, par air chaud pulsé produit par un générateur thermique et dont toutes les gaines d'air chaud seront entièrement en matériaux incombustibles. En particulier les canalisations métalliques calorifugées seront garnies d'un calorifuge incombustible.

Le chauffage électrique par résistance non protégée est formellement interdit.

##### 4) Détection et lutte contre l'incendie

###### a) Détection incendie

L'entrepôt sera doté d'un dispositif de détection automatique d'incendie, conforme aux normes en vigueur, et comportant des capteurs du type thermovélocimétrique.

Ce dispositif déclenchera une alarme locale durant les heures d'exploitation de l'entrepôt et une alarme reportée auprès d'une personne responsable de la sécurité en dehors des heures d'exploitation du dépôt.

Il assurera également la fermeture automatique des portes de séparation entre les cellules de stockage.

b) Désenfumage des cellules de stockage

La toiture de chaque cellule sera munie de dispositifs de désenfumage mixtes (automatiques asservis à la détection d'incendie et manuels) couvrant une surface minimale de 2 % de la surface totale de la toiture.

c) liaison téléphonique avec les pompiers :

Une ligne téléphonique directe spéciale devra être installée entre le dépôt et la caserne de pompiers d'ARLES qui devra être alertée automatiquement par cette ligne de tout déclenchement du système de détection incendie prescrit au § a) ci-dessus. Le bon fonctionnement de ce dispositif sera testé périodiquement.

d) moyens de lutte contre l'incendie

L'établissement devra disposer des moyens suivants :

- trois poteaux incendie extérieurs judicieusement répartis et assurant un débit global simultané de 200 m<sup>3</sup>/h
- huit robinets d'incendie armés conformes aux normes NFS 61201 et NFS 62201.
- deux générateurs à mousse synthétique à haut foisonnement, dont un à poste fixe affecté à la cellule pouvant contenir des liquides inflammables, l'autre mobile pour pouvoir être mis en oeuvre dans les autres cellules ; le stock d'émulseur haut foisonnement correspondant, à approvisionner, doit permettre le remplissage total d'une cellule.
- au minimum 26 extincteurs à mise en oeuvre manuelle propulsant un agent extinc-teur approprié à la nature des feux à éteindre (extincteurs à eau, à poudre, à anhydride carbonique), dont 2 extincteurs sur roues de 50 kg de poudre polyvalente ; ces matériels et leurs éventuels compléments nécessaires seront implantés en accord avec les services prévention des sapeurs pompiers d'ARLES.

De plus, l'exploitant devra disposer en permanence dans le local de gardiennage d'un dispositif manuel de mesure (du type capteur DRAEGER à tubes réactifs) de concentration des gaz toxiques principaux susceptibles d'être contenus dans les fumées d'un incendie du dépôt (en particulier oxyde d'azote, acide chlorhydrique, monoxyde de carbone, acide cyanhydrique, chlore).

V. - EXPLOITATION

1) Compatibilité des produits

Les produits incompatibles entr'eux ne seront jamais stockés dans un même bloc tel que défini au § 2 ci-dessous, et les cellules auront une affectation spécifique au regard des différents types de risques liés à la nature des produits stockés.

Sont considérés comme incompatibles entre eux les produits qui, mis en contact, peuvent donner naissance à des réactions chimiques ou physiques entraînant un dégagement de chaleur ou de gaz toxiques, un incendie ou une explosion.

Les liquides inflammables seront rassemblés dans une même cellule.

## 2) constitution du stockage

Le stockage devra être réalisé de telle sorte que toutes les issues, escaliers etc... soient largement dégagés.

L'entrepôt sera divisé en quatre cellules distinctes dans lesquelles les produits seront normalement stockés en palettières fixes métalliques à 4 niveaux.

Les marchandises entreposées temporairement en vrac seront réduites au maximum ; elles formeront des blocs limités de la façon suivante :

- la surface maximale au sol de chaque bloc n'excèdera pas 250 m<sup>2</sup>,
- la hauteur maximale sera de 7 m, soit 4 niveaux par blocs,
- espaces :
  - entre bloc et parois du bâtiment ou des structures porteuses : 0,30 m minimum,
  - entre deux blocs : 1 m minimum.
- les allées entre blocs ne seront pas inférieures à 3 m,
- un espace libre de 0,90 m au minimum sera maintenu entre le sommet des blocs et la base de la toiture,
- Les stockages formant "cheminée" sont absolument interdits à l'intérieur de l'établissement,
- Les produits liquides dangereux ne seront pas stockés en hauteur. (à plus de 3 m du sol).
- La température des matières susceptibles de se décomposer par auto-échauffement sera vérifiée régulièrement.

## 3) stationnement des véhicules

Tout stationnement de véhicules est interdit sur les voies réservées à l'intervention des services de secours (voies mentionnées au § III. 6)

Le stationnement momentané des véhicules n'est autorisé devant les portes que pour les opérations de chargement ou de déchargement. Une matérialisation au sol indiquera l'interdiction absolue de stationner devant les issues mentionnées au § III-5 du présent arrêté.

En dehors des heures de fonctionnement de l'entrepôt, les chariots de manutention seront remisés soit dans un local spécial, soit à l'intérieur de l'entrepôt sur une voie matérialisée prévue à cet effet.

## 4) Entretien général

Les locaux et matériels seront régulièrement nettoyés de manière à éviter l'accumulation de poussières.

Les matériels non utilisés tels que palettes, emballages, etc... seront regroupés hors des cellules de stockage et des allées de circulation.

L'entretien et la réparation des engins mobiles de manutention seront effectués dans un local spécial. Ces engins seront contrôlés au moins une fois par an.

Les matériels et équipements électriques seront régulièrement vérifiés. Ils seront contrôlés périodiquement par un technicien compétent. Les rapports de ces contrôles sont tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

Tous les matériels de sécurité et de secours seront régulièrement entretenus et vérifiés pour être en état permanent de fonctionnement.

## VI. - MESURES DE PREVENTION GENERALE DES RISQUES

### 1) Incendies et explosions

#### a) initiation des feux

Sauf le cas échéant dans les locaux administratifs ou sociaux séparés des zones de stockage, il est interdit :

- de fumer,
- d'apporter des feux nus,
- de manipuler des liquides inflammables.

Dans le cas de travaux par points chauds, les mesures suivantes sont prises :

- aspiration des poussières dans la zone de travail avant le début des travaux,
- délivrance d'un permis de feu pour une durée précisée avec fixation de consignes particulières,
- contrôle de la zone d'opération deux heures au moins après la cessation des travaux.

#### b) Consignes d'incendie

Des consignes préciseront la conduite à tenir en cas d'incendie.

Elles seront rédigées de manière compréhensible par tout le personnel afin que les agents désignés soient aptes à prendre les dispositions nécessaires.

Les consignes comporteront notamment :

- les moyens d'alerte,
- le numéro d'appel du Chef d'intervention de l'établissement,
- le numéro d'appel des Sapeurs-pompiers,
- les moyens d'extinction à utiliser.

Ces consignes seront affichées à proximité du poste d'alerte ou de l'appareil téléphonique ainsi que dans les zones de passage les plus fréquentées par le personnel.



### c) Plans d'intervention

Un plan d'opération interne d'intervention (P.O.I.) contre l'incendie sera établi par le responsable de l'établissement, en liaison avec les services publics d'incendie et de secours, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Il devra être complété par un plan externe de secours, du type plan particulier d'intervention, (P.P.I.) tel que défini au titre II article 6. § 2ème du décret 88.662 du 06 MAI 1988 relatif aux plans d'urgence en application de la loi du 22 JUILLET 1987 (organisation de la sécurité civile).

Ces plans seront communiqués à l'Inspecteur des Installations Classées.

Le personnel sera formé à l'utilisation des matériels de lutte contre l'incendie et sera soumis à des exercices périodiques.

Dans le mois qui suit l'ouverture de l'entrepôt, un exercice de défense contre l'incendie sera organisé en liaison avec les services départementaux d'incendie et de secours.

### 2) Pollution des eaux

Toutes mesures seront prises pour qu'en cas d'écoulement de matières dangereuses, notamment du fait de leur entraînement par les eaux d'extinction, celles-ci soient drainées et récupérées dans les bassins de collecte mentionnés au § III-1 3° alinéa afin de prévenir la pollution des sols, environnant, des égouts ou cours d'eau.

Ces eaux polluées récupérées seront éliminées conformément au paragraphe ci-après relatif à l'élimination des déchets du présent arrêté.

### 3) Déchets

Les déchets banals (vieux emballages, palettes hors d'usage, etc...) seront déposés provisoirement dans une zone spéciale, bien ventilée.

Les déchets spéciaux (emballages souillés de produits toxiques ou inflammables, rebuts, etc...) seront stockés sur une aire étanche dans des conditions propres à prévenir les pollutions et les risques.

Les déchets de toute nature seront éliminés dans les installations dûment autorisées à cet effet, au titre de la loi du 19 JUILLET 1976, dans des conditions assurant la protection de l'environnement.

Tout brûlage à l'air libre est rigoureusement interdit, dans l'enceinte de l'établissement.

### 4) Bruit

L'installation sera construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage, ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 20 AOÛT 1985 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées lui sont applicables.

Les niveaux de bruit limites ambiants en limite de propriété sont les suivant :

- période de jour : de 7h00 à 20h00 .....65 dB(A)
- période intermédiaires : de 6h00 à 7h00 et de 20h00 à 22h00 pour les jours ouvrables, et de 6h00 à 22h00 pour les dimanches et jours fériés ..... 60 dB(A)
- période de nuit : de 22h00 à 6h00 .....55 dB(A)

En outre, le fonctionnement de l'installation ne devra pas occasionner l'élévation du niveau acoustique ambiant de plus de 3 dB(A)

Les véhicules et éventuellement, les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement seront conformes à la réglementation en vigueur.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

#### 5) Pollution atmosphérique

Hors épisode accidentel, il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières ou des gaz odorants, toxiques ou corrosifs, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé, à la salubrité ou à la sécurité publiques.

### VII. - DISPOSITIONS DIVERSES

L'exploitant établira les consignes de sécurité que le personnel devra respecter, ainsi que les mesures à prendre : évacuation, arrêt, etc... en cas d'incident grave ou d'accident.

Ces consignes seront portées à la connaissance du personnel intéressé et affichées à l'intérieur de l'établissement dans des lieux régulièrement fréquentés par le personnel.

Des rappels fréquents de ces consignes seront assurés par un instructeur compétent.

L'exploitant sera tenu de déclarer sans délai à l'Inspection des Installations Classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 11er de la loi du 19 JUILLET 1976.

ARTICLE 3 -

L'exploitation devra en outre, se conformer aux dispositions :

a) du Livre II du Code du Travail sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs,

b) du décret du 10 juillet 1913 sur les mesures générales de protection et de salubrité applicables dans tous les établissements industriels ou commerciaux,

c) du décret du 14 Novembre 1962 sur la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en oeuvre des courants électriques,

ARTICLE 4 -

L'établissement sera soumis à la surveillance de la Police, de l'Inspection des Services d'Incendie et de Secours, de l'Inspection des établissements classés et de l'Inspection du Travail.

Des arrêtés complémentaires pourront fixer les prescriptions additionnelles que la protection des intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 rend nécessaires ou atténuer celles des prescriptions primitives dont le maintien ne sera plus justifié.

ARTICLE 5 -

EN cas d'infraction à l'une des dispositions qui précèdent, la présente autorisation pourra être suspendue, sans préjudice des condamnations qui pourraient être prononcées par les tribunaux compétents.

Sauf le cas de force majeure, cette autorisation perdra sa validité si l'établissement n'est pas ouvert dans un délai de trois ans à compter de la notification du présent arrêté ou s'il n'est pas exploité pendant deux années consécutives.

ARTICLE 6 -

La présente autorisation ne dispense pas l'exploitant de demander toutes autorisations administratives prévues par les textes autres que la loi du 19 juillet 1976.

.../...

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Un extrait du présent arrêté restera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement.

ARTICLE 7 -

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés

ARTICLE 8 -

- Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
- Le Sous-Préfet d'ARLES,
- Le Directeur Départemental de la Sécurité Civile,
- Le Maire d'ARLES
- Le Maire de FOURQUES,
- Le Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche,
- Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours
- Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt


et toutes autorités de Police et de Gendarmerie,

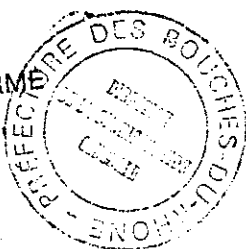
sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont un extrait sera affiché et un avis publié conformément aux dispositions de l'article 21 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977.

- 7 NOV. 1988

MARSEILLE, le

POUR COPIE CONFORME  
Le Chef de Bureau

  
Joséphine THOANNES



Pour le PRÉFET  
Le Secrétaire Général de la Préfecture  
des Bouches-du-Rhône

Bernard HAGELSTEEN